

ACCÉLÉRER LES SOLUTIONS, SÉCURISER L'AVENIR

ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN
RAPPORT ANNUEL 2024



TABLE DES MATIÈRES

Message du président	4	Rapport du vérificateur	12
Message du président-directeur général	5	États financiers	14
Faits marquants	6	Notes afférentes aux états financiers	20
Liste du personnel	9	Commanditaires	27
Comité exécutif	10		
Conseil d'administration	11		



NOUS SOMMES L'ACTU

L'ACTU est la voix nationale du transport public. Nos membres comprennent des agences de transport qui transportent 95 % des usagers du pays, des organismes publics, des entreprises qui approvisionnent le secteur et des experts en mobilité urbaine. Nous plaidons en faveur de l'investissement et du soutien des gouvernements. Nous partageons les meilleures pratiques. Nous facilitons les conversations et les connexions pour aider les professionnels du transport à se tenir au courant des dernières nouveautés. Enfin, nous sommes le principal organisme de collecte de données sur le secteur.

120 ANNÉES D'HISTOIRE

Notre parcours a débuté en 1904, avec la fondation de la Canadian Street Railway Association à Montréal. En 1932, nous avons adopté le nom que nous utilisons fièrement aujourd'hui. À l'origine, nous étions axés sur les compagnies de transport privées. En évoluant avec les agences municipales, nous nous sommes diversifiés, nous impliquant profondément dans des enjeux modernes tels que la congestion routière, la mobilité intégrée et l'expansion du transport collectif pour une vie urbaine durable.

VISION

Inspirer et influencer l'évolution de la mobilité urbaine intégrée.

ÉNONCÉ DE MISSION

- L'Association est la porte-parole collective d'influence du secteur du transport public au Canada. Vouée à être au cœur des enjeux de la mobilité urbaine l'ACTU collabore avec tous les ordres de gouvernement et offre la valeur la plus élevée à ses membres et aux collectivités qu'elle sert.
- L'ACTU sera la référence en matière d'information de tendances de réseautage et de formation et assurera un leadership auprès de ses membres et de tous les intervenants.
- Afin de fonctionner avec efficacité l'ACTU favorisera une culture d'engagement actif envers ses membres.
- L'ACTU offrira un environnement de travail performant. Son équipe sera constituée de spécialistes et de professionnels chevronnés.
- La réussite sera évaluée par la priorité accordée à l'action aux réalisations et aux contributions menant au succès des membres.



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alors que nous tournons la page sur le 120ème anniversaire de l'ACTU, nous poursuivons un long héritage — mais notre regard est fermement tourné vers l'avenir. Servir comme présidente cette année a été un grand honneur, et je suis très confiante quant à la direction que nous prenons. Notre secteur fait face à des défis nouveaux et en constante évolution, mais il a aussi le potentiel de proposer des solutions qui améliorent la vie des citoyens, le dynamisme des collectivités et l'économie canadienne.

En 2024, l'ACTU a adopté un nouveau plan stratégique pour orienter ses travaux jusqu'en 2027. Ce plan reflète les priorités de nos membres et les réalités de notre époque : l'abordabilité, le logement, la sécurité et la résilience climatique.

L'ACTU répond aux défis actuels en mettant à disposition les outils, les données et l'appui nécessaires à ses membres. Qu'il s'agisse des pénuries de main-d'œuvre, des enjeux de sécurité ou de la transition vers des parcs de véhicules à zéro émission, nous élaborons des stratégies en collaboration avec nos membres et faisons pression auprès des gouvernements pour obtenir le soutien approprié.

Nous pensons aussi à long terme. Cela signifie faire valoir la nécessité d'investissements soutenus et veiller à ce que le transport collectif soit reconnu comme une solution clé pour relever les grands défis du Canada : soutenir l'accès au logement, réduire la congestion, et stimuler une économie compétitive et inclusive.

Notre travail est centré sur notre adhésion. Notre nouveau plan réaffirme le rôle de l'ACTU comme rassembleur national et source de référence fiable. Nous renforçons nos liens avec les exploitants de réseaux, les fabricants et les autres partenaires grâce à des communications ciblées, de nouveaux programmes de formation et un engagement accru.

Aucun de ces progrès n'aurait été possible sans le dévouement et l'enthousiasme constants de nos membres. Je tiens à remercier chacun d'entre vous pour votre contribution à la croissance et à l'impact de l'ACTU. Nos réalisations sont le fruit de votre vision, de votre collaboration et de votre engagement collectif envers un avenir meilleur pour le transport collectif au Canada.

Ensemble, nous avançons, avec détermination, vision et élan.



Kelly Paleczny

Présidente du conseil d'administration

Association canadienne du transport urbain (ACTU)



MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR- GÉNÉRAL

Le nouveau plan stratégique de l'ACTU trace une feuille de route claire pour relever les défis complexes auxquels notre secteur est confronté en cette période de transition majeure. Les résultats récents des élections fédérales ont modifié la donne politique, et l'ACTU répond par un resserrement de ses priorités. Notre priorité absolue est de faire progresser un financement durable et prévisible pour les réseaux de transport collectif — un financement qui soutient la planification à long terme et reflète le rôle central du transport collectif pour favoriser l'accès au logement, réduire la congestion, réduire les émissions et stimuler l'économie.

À l'approche du lancement du Fonds canadien pour le transport en commun (FCTC), l'ACTU poursuit ses efforts pour assurer le renforcement et la pérennité de ce programme essentiel. Il doit être perçu — et financé — comme un pilier de la prospérité et de la productivité nationales. Nous faisons aussi face à des pressions croissantes sur la chaîne d'approvisionnement des véhicules. Les parcs vieillissants, l'augmentation de l'achalandage et l'évolution technologique exercent des pressions sur les exploitants comme sur les fabricants.

Les réseaux doivent faire plus avec moins d'autobus, souvent sans le financement ni la souplesse d'approvisionnement nécessaires. Parallèlement, le secteur canadien de la fabrication d'autobus, en contraction, est mis à rude épreuve par la personnalisation excessive, les retards d'approvisionnement et les défis de trésorerie. Bref, le système est sous pression.

Face à ces défis, l'ACTU agit. Nous avons mobilisé des leaders de l'industrie au sein de notre groupe de travail sur la fabrication d'autobus pour bâtir des solutions pratiques et évolutives. De la modernisation des modèles d'approvisionnement à la réduction de la personnalisation inutile, en passant par la promotion de mécanismes de financement plus équitables, nous nous attaquons aux causes profondes — pas seulement aux symptômes.

Tout au long de ce travail, nous sommes guidés par nos membres. Que ce soit par le partage de données, l'élaboration de politiques ou la défense d'intérêts communs, notre rôle est d'amplifier vos voix et de faire avancer vos priorités.

Nous vous remercions de votre engagement et de votre soutien continu. Avec un nouveau plan et un environnement politique en évolution, l'ACTU est prête à diriger avec clarté et détermination. Ensemble, nous accélérerons les solutions et assurerons l'avenir du transport collectif au Canada.



Marco D'Angelo,

Président-directeur général

Association canadienne du transport urbain (ACTU)

2024 FAITS MARQUANTS

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET LEADERSHIP

En 2024, l'ACTU a livré plusieurs initiatives majeures qui ont renforcé son leadership dans le secteur du transport collectif. Parmi les faits saillants figure l'élaboration du Plan stratégique 2025–2027. Construit grâce à une vaste collaboration avec les membres et partenaires, ce plan repose sur trois piliers :

- Répondre aux défis d'aujourd'hui
- Assurer l'avenir grâce à un financement prévisible à long terme
- Renforcer l'engagement des membres par des communications et des formations accrues

ÉVÉNEMENTS

Le programme d'événements de l'ACTU a continué d'offrir une valeur exceptionnelle. Le Sommet printanier à Halifax a proposé un cadre intimiste et un contenu de grande qualité. À l'automne, la Conférence annuelle et Salon du transport collectif à Toronto a accueilli plus de 700 délégués et attiré plus de 1 000 visiteurs au salon commercial, avec 130 entreprises exposantes.

L'ACTU a aussi lancé une nouvelle application mobile d'événements offrant des horaires personnalisés, des mises à jour en direct et des outils de réseautage fluides. Le succès de ces événements a été appuyé par un fort soutien des commanditaires, rendu possible par des opportunités adaptées et axées sur la valeur.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Le portefeuille de formation de l'ACTU s'est enrichi avec :

- Le lancement d'un cours sur les autobus à zéro émission (AZE)
- Un séminaire conjoint organisé avec l'UITP et la Toronto Transit Commission au sujet de la transformation des AZEs

Une nouvelle initiative marketing a permis de promouvoir ces formations auprès de nouveaux marchés.

SENSIBILISATION DU PUBLIC ET CAMPAGNES

L'ACTU a aussi lancé une campagne nationale visant à promouvoir la sécurité et le respect dans le transport collectif. Adaptée de l'expérience de Halifax Transit, la campagne « Le Code des transports » a été conçue pour être utilisée à l'échelle nationale et déclinée sur les plateformes numériques et sociales. Son message est simple : sécurité, courtoisie et respect.

RECHERCHE ET SERVICES TECHNIQUES

Pour appuyer une prise de décision éclairée, l'ACTU a publié plusieurs rapports :

- Méthodologie d'achalandage
- État de préparation aux AZE, basé sur des enquêtes nationales auprès des réseaux

Le rapport Faits saillants de l'industrie 2023 a également été largement diffusé. L'ACTU a mis sur pied un nouveau Comité AZE pour soutenir l'adoption des autobus à zéro émission, favoriser la collaboration entre pairs, et développer des ressources pratiques pour les réseaux.

PLAIDOYER ET RELATIONS GOUVERNEMENTALES

En matière de plaidoyer, l'ACTU a été l'une des associations les plus actives au Canada en 2024.

Elle a :

- Organisé un Forum politique percutant
- Travailé étroitement avec le ministère du Logement, des Infrastructures et des Collectivités pour faire avancer le FCTC
- Organisé des webinaires sur le FCTC, suivis par des centaines de membres
- Offert des recommandations directes au gouvernement fédéral sur les obstacles réglementaires

À l'approche des élections fédérales, l'ACTU a su mobiliser tous les partis pour promouvoir l'importance d'un investissement fédéral continu dans le transport collectif.

ENGAGEMENT DES MEMBRES ET OUTILS NUMÉRIQUES

Pour soutenir une base de membres en croissance, l'ACTU a lancé un site Web réservé aux membres, favorisant l'échange et la collaboration dans tout le secteur. Cette plateforme comprend des outils de réseautage, des bibliothèques de ressources et des espaces communautaires dédiés aux comités. L'ACTU a également déployé un nouveau système de gestion de la relation client (CRM) pour améliorer la gestion des données et renforcer l'engagement ciblé.

Grâce à des communications proactives et à un processus de renouvellement simplifié, l'ACTU a maintenu un excellent taux de rétention et accueilli 20 nouvelles organisations membres, illustrant un intérêt soutenu pour ses programmes, ses activités de réseautage et ses services aux membres. L'expérience d'accueil des nouveaux membres a également été améliorée avec des trousseaux de bienvenue personnalisées et des séances d'orientation virtuelle.





2024 PERSONNEL

NOM	POSTE
Aline Diarra	Adjointe exécutive du PDG
Alisha Goyal	Spécialiste, Ressources humaines et opérations
Ariel Davis	Spécialiste, Relations gouvernementales et politique publique
Calvin Chia	Spécialiste des solutions pour l'industrie du transport
Daniel Waller	Coordonnateur, Réussite des membres et événements
Dieynaba Deme	Directrice, Réussite des membres et événements
Fenil Sanghvi	Contrôleur, Finances
Jay Kumar	Spécialiste de projets de mise en œuvre
Jon MacMull	Directeur, Communications et affaires publiques
Kelly-Anne Luke	Coordonnatrice, Communications et médias numérique
Marco D'Angelo	Président-directeur général
Milly Mikkelsen	Directrice, Ressources humaines et opérations
Olga Eonga	Coordonnatrice bilingue, Réussite des membres et événements
Oliver Nicholls	Coordonnateur, Recherche/données et webinaires
Richard Kong	Coordonnateur, Finances
Sarah Benhaddou	Planificatrice bilingue d'événements
Sarah Ingram	Coordonnatrice, Apprentissage en ligne et programmes
Sasha Dajia	Analyste de recherche de données
Simon Minelli	Directeur, Recherche, services techniques et programmes de l'industrie
William Currie	Coordonnateur, Médias numérique et marketing

Liste des employés de l'ACTU au 31 décembre 2024

2024 LE COMITÉ EXÉCUTIF

NOM	POSTE
LE COMITÉ EXÉCUTIF	
Kelly Paleczny, London Transit	Présidente
Dave Reage, Halifax Transit	Premier vice président
Alain Mercier	Président sortant
Michael Atlas, TTC	Conseiller juridique honoraire
Mike Bismeyer, CarMedia Lab	Vice-président, Membres d'affaires
Wes Brodhead, City of St-Albert	Vice-président, Conseils municipaux
Josh Colle, TTC	Vice-président, Mobilité intégrée
Wade Coombs, Strathcona County Transit	Vice-président, Petits réseaux
Maureen Cosyn Heath, Hamilton Street Railway	Vice présidente, Communication et affaires publiques
Sophie Leblanc, Blaise Transit Ltd.	Vice présidente
Michael McDaniel, Coast Mountain Bus Company (TransLink)	Vice-président, Finances
Bjorn Radstrom, Winnipeg Transit	Vice-président, Services techniques
Marc Rousseau, exo RTM	Vice-président, Développement professionnel
Pierre Zivec, Transdev Canada	Président sortant, Membres d'affaires
Marco D'Angelo, CUTA	Président-directeur général

2024 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOM	POSTE
AGENCES DE TRANSPORT MEMBRES	
Tony D'Alessandro, Town of Milton	Directeur
Heidi Dempster, Brampton Transit	Directrice
Sharon Fleming, Calgary Transit	Directrice
Nicolas Girard, RTC (Québec)	Directeur
Lynette Griffin, Regina Transit	Directrice
Christy Harrold, BC Transit	Directrice

2024 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOM	POSTE
AGENCES DE TRANSPORT MEMBRES	
Carrie Hotton-MacDonald, Edmonton Transit Service	Directrice
Tim Luey, Niagara Transit Commission	Directeur
Etienne Lyrette, STM	Directeur
Chris MacIsaac, Town of Okotoks	Directeur
Neil Malcolm, Grand River Transit	Directeur
Christopher Norris, Kingston Transit	Directeur
Judy Powell, Metrobus	Directrice
Josée Roy, STL	Directrice
Charlene Sharpe, Fredericton Transit	Directeur
Karen Thornburn, TTC	Directrice
MEMBRES D'AFFAIRES	
Barry Dykeman, USSC	Directeur
Dennis Fletcher, Dennis Fletcher & Associates	Directeur
Yuval Grinspan, Left Turn Right Turn	Directeur
Vance Harris, DIALOG	Directeur
Dennis Kar, Dillon Consulting	Directeur
Christos Kritsidimas, Nova Bus	Directeur
Jennifer McNeill, NFI Group	Directrice
Lindy Norris, The Routing Company	Directrice
Shilpa Panicker, Watt Consulting Group	Directrice
Doug Parker, Arcadis	Directeur
Scott Pass, Transdev	Directeur
Trevor Sparrow, Sparrow Group Inc.	Directeur
Kirsten Watson, AECOM	Directrice
ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, AFFILIÉS ET AUTRES	
Marc Blanchet, ARTM	Directeur
Melissa Djurakov, MTO	Directrice
Lorenzo Mele, ACT Canada	Directeur
Pierre Santoni, Via Rail	Directeur
Ana-Maria Tomlinson, CSA Group	Directrice
Shanon Zachidniak, City of Regina	Directrice





2024 ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT

AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN

OPINION

Nous avons effectué la vérification des états financiers de l'Association canadienne du transport urbain qui comprennent l'état de la situation financière en date du 31 décembre 2023 et l'état des résultats d'exploitation et l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice se terminant à cette date ainsi que les notes afférentes aux états financiers qui comprennent un résumé des principales conventions comptables.

À notre avis les états financiers présentent adéquatement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de l'Association en date du 31 décembre 2023 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice s'étant terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section Responsabilités du vérificateur à l'égard de la vérification des états financiers de notre rapport. Nous sommes indépendants vis-à-vis de l'Association conformément aux exigences éthiques applicables à notre vérification des états financiers au Canada et nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et adéquats pour fonder notre opinion.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs.

Pendant la préparation des états financiers il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association de poursuivre ses activités de divulguer le cas échéant les questions relatives à la continuité et d'utiliser l'approche de continuité de l'exploitation à moins que la direction n'ait l'intention de liquider l'Association ou de cesser ses activités ou qu'elle n'ait aucune autre solution de rechange réaliste.

Les responsables de la gouvernance sont chargés de superviser le processus de communication de l'information financière de l'Association.

2024 ÉTATS FINANCIERS

RESPONSABILITÉS DU VÉRIFICATEUR À L'ÉGARD DE LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS

Notre objectif consiste à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitudes importantes que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et à publier un rapport du vérificateur dans lequel figure notre opinion. L'assurance raisonnable est un degré élevé d'assurance mais ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada permettra toujours de détecter une inexactitude importante si cette dernière est présente. Les inexactitudes peuvent découler de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme importantes si individuellement ou collectivement elles peuvent raisonnablement influer sur les décisions économiques prises par les utilisateurs à la lumière des présents états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conforme aux normes de vérification généralement reconnues au Canada nous exerçons notre jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. En outre nous agissons comme suit :

- Cerner et évaluer les risques d'inexactitudes importantes dans les états financiers que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs concevoir et appliquer des procédures de vérification adaptées à ces risques et obtenir des éléments probants suffisants et adéquats pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter d'inexactitudes importantes résultant d'une fraude est plus élevé que celui découlant d'une erreur car la fraude peut sous-tendre la collusion la falsification les omissions intentionnelles les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Comprendre le contrôle interne associé à la vérification afin de concevoir des procédures de vérification convenant aux circonstances mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Association.
- Évaluer l'à-propos des politiques comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des divulgations connexes faites par la direction.
- Conclure sur l'à-propos pour la direction d'utiliser la méthode de continuité de l'exploitation et d'après les éléments probants obtenus sur la question de savoir s'il existe une incertitude importante au sujet d'événements ou de conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Association de poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'il existe une incertitude importante nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport du vérificateur sur les divulgations connexes faites dans les états financiers ou si ces divulgations sont inadéquates de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants que nous avons obtenus jusqu'à la date de notre rapport du vérificateur. Toutefois des événements ou conditions futurs peuvent faire en sorte que l'Association cesse son exploitation.
- Évaluer la présentation la structure et le contenu d'ensemble des états financiers y compris les divulgations et déterminer si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une façon qui assure une présentation fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance au sujet notamment de la portée et du calendrier prévus de la vérification et des constatations importantes de la vérification y compris toute anomalie importante du contrôle interne relevée au cours de notre vérification.

BDO CANADA LLP

Comptables professionnels agréés

Experts-comptables autorisés

Oakville Ontario

Le 20 mars 2025

ÉTAT DE LA

SITUATION FINANCIÈRE

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
ACTIF		
COURANT		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	315 694	\$ 600 433
Placements à court terme – affectés (note 2)	1 521 345	1 397 233
Comptes débiteurs	331 456	401 671
Charges payées d'avance	185 387	192 653
	2 353 882	2 591 990
IMMOBILISATIONS (note 3)	12 126	30 572
	2 366 008	\$ 2 622 562
PASSIF ET ACTIF NET		
COURANT		
Comptes créditeurs et charges à payer	505 951	\$ 515 103
Revenus reportés (note 4)	18 724	124 939
Apports reportés (Note 5)	160 526	160 526
	685 201	800 568
ACTIF NET		
Non affecté	1 479 613	\$ 1 538 903
Grevé d'affectations internes		
Fonds de projet	125 554	160 554
Fonds du sommet régional des jeunes	27 028	27 028
Fonds d'évaluation des membres d'affaires	23 973	70 870
Fonds de défense des intérêts	21 535	21 535
Fonds de défense des intérêts du Québec	3 104	3 104
	1 680 807	1 821 994
	2 366 008	\$ 2 622 562

ÉTAT DES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
RECETTES		
Frais d'adhésion	1 642 618	\$ 1 686 203
Publicité	117 784	124 635
Frais de service	109 661	106 194
Publication et autres	3 437	16 749
Revenu de placement (note 2)	87 699	58 057
	1 961 199	1 991 838
REVENUS DES PROGRAMMES		
Réunions	1 515 919	\$ 1 289 672
Défense des intérêts	523 403	512 287
Formation/Ambassadeur	211 435	399 625
STRADA	118 665	125 270
Revenus du sommet des jeunes	-	95 405
	2 369 422	2 422 259
REVENUS TOTAUX	4 330 621	4 414 097
DÉPENSES DES PROGRAMMES		
Réunions	1 091 294	\$ 773 626
Défense des intérêts	47 627	87 339
Formation/Ambassadeur	229 453	254 464
STRADA	42 404	41 482
Fonds de projet	35 000	8 520
Dépenses du sommet des jeunes	-	89 266
	1 445 778	1 254 697
DÉPENSES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (tableau)	3 026 030	3 228 613
TOTAL DES DÉPENSES	4 471 808	4 483 310
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE	(141 181)	\$ (69 213)

ÉTAT DES

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
PROVENANCE (UTILISATION) DE L'ENCAISSE :		
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	(141 187)	\$ (69 213) \$
Rajustements effectués pour rapprocher l'excédent (l'insuffisance) des revenus sur les dépenses par rapport à l'encaisse nette provenant des activités d'exploitation (utilisée dans le cadre de ces activités)	24 404	80 742
Amortissement	70 215	(111 597)
Variations des soldes hors trésorerie du fonds de roulement	7 266	(70 464)
Comptes débiteurs	9 152	(193 863)
Dépenses payées d'avance	(106 215)	(39 381)
Comptes créditeurs et charges à payer	(154,669)	(336 774)
FLUX DE TRÉSORERIE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Achat de placements à court terme - net	(124 112)	(795 181)
Achat d'immobilisations	(5 958)	(8 662)
	(130 070)	(803 843)
DIMINUTION DES ESPÈCES ET DES QUASI-ESPÈCES AU COURS DE L'EXERCICE		
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(284 739)	(1 140 617)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES FIN DE L'EXERCICE	600,433	1 741 050

ANNEXE À**ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

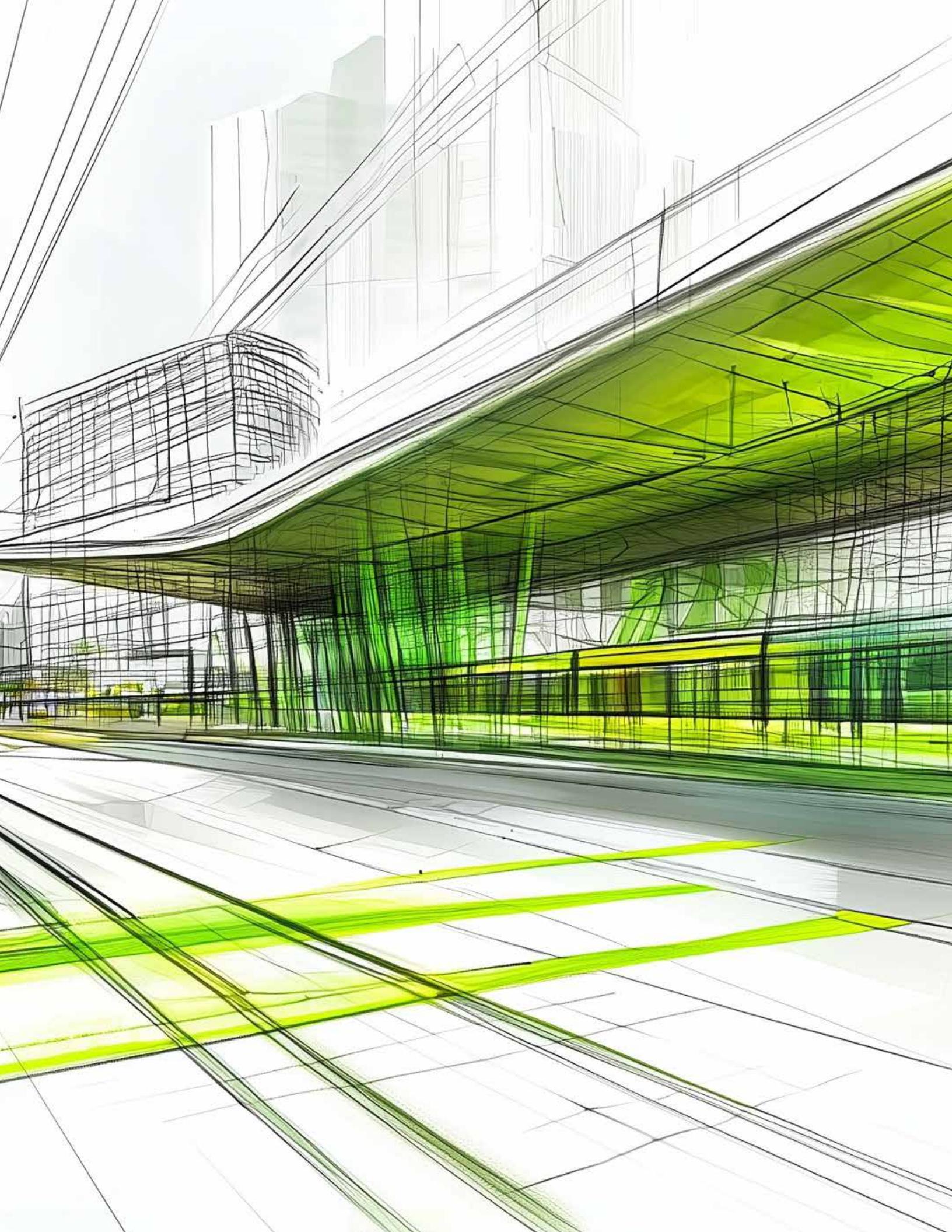
POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	\$	\$
Amortissement	24 404	\$ 80 742 \$
Image de marque et marketing	98 491	125 123
Réunions des comités	41 680	85 632
Frais d'occupation - Ottawa	66 630	63 948
Frais d'occupation - Toronto	212 779	209 430
Bureau et dépenses générales	122,345	193 590
Affranchissement	158	16 309
Impression	2 838	4 536
Perfectionnement professionnel	11 394	14 313
Honoraires professionnels	316 456	331 298
Salaires et avantages sociaux	1 996 049	1 966 454
Téléphone	21 544	25 826
Déplacements	111 262	111 412
	3 026 030	\$ 3 228 613 \$

ÉTAT DE**L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET**

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Non affecté	Fonds de projet	Fonds du sommet	Fonds d'évaluation des membres d'affaires	Fonds de défense des intérêts	Fonds de des intérêts du Québec	Total pour 2024	Total pour 2023
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif net								
début de l'exercice	1 538 903	160 554	27 028	70 870	21 535	3 104	1 821 994	1 891 207
Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	(141 187)	-	-	-	-	-	(141 187)	(69 213)
Transferts interfonds (note 1)	81 897	(35 000)	-	(46,897)	-	-	-	-
Actif net fin de l'exercice	1 479 161	125 554	27 028	23 973	21 535	3 104	1 680 807	1 821 994





ASSOCIATION CANADIENNE DU TRANSPORT URBAIN

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

NATURE DES ACTIVITÉS

L'Association canadienne du transport urbain (l'« Association ») est une association commerciale sans but lucratif constituée sans capital-actions en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (« LCOBNL »). L'ACTU est exonérée d'impôt sur le revenu en vertu de l'alinéa 149(1)1 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes applicables aux organisations à but non lucratif.

CONSTATATION DES REVENUS

L'Association applique la méthode du report pour comptabiliser les contributions.

Les contributions visées par des restrictions sont comptabilisées comme revenu durant l'exercice pendant lequel les dépenses connexes sont engagées. Les apports au titre des immobilisations sont constatés à titre de produits selon la même méthode que celle appliquée à la charge d'amortissement. Les contributions sans restriction sont comptabilisées comme revenu lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'elles sont à recevoir dans la mesure où le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les cotisations annuelles sont constatées à titre de produits dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Les revenus provenant de la publicité des frais de service et des publications sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont fournis lorsque le montant à recevoir peut être estimé de façon raisonnable et où son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les intérêts et les autres revenus sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus tirés des programmes de l'Association y compris ses réunions ses activités de défense des intérêts sa formation/le programme Ambassadeur STRADA et le sommet régional des jeunes sont constatés dans l'exercice au cours duquel les événements ont lieu ou les services sont fournis; les frais facturés à l'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATIONS INTERNES

Fonds de projet

Ce fonds a pour objet d'investir dans des projets ponctuels satisfaisant à un ou plusieurs des critères suivants :

- Ajoute des avantages aux membres
- Permet la création de revenus pour l'Association
- Ne doit pas créer de frais d'exploitation permanents
- Améliore la productivité du personnel

En 2024 le conseil d'administration a approuvé un transfert de 35 000 dollars (2023 - 22 050 \$) du Fonds de projet à l'actif net non affecté pour les projets du Centre d'excellence et des rapports de recherche.

Fonds du sommet régional des jeunes

Le Fonds du Sommet de la Jeunesse a été approuvé par le conseil d'administration afin de soutenir la continuité des événements jeunesse en conservant les excédents de ces événements externes pour le compte du comité d'organisation bénévole.

En 2012, au lieu d'organiser un sommet national de la jeunesse, cinq événements régionaux ont été organisés. Ces événements étaient organisés par des bénévoles des agences de transport hôte sélectionné pour chaque comité régional. Chaque hôte régional était entièrement responsable de la gestion des fonds reçus, y compris de tout déficit financier.

Tout excédent résultant des sommets régionaux de la jeunesse a été transféré dans le compte bancaire de l'Association pour y être conservé « en fiducie ».

L'Association a repris le Sommet national de la jeunesse en 2019 et a continué de l'organiser tous les deux ans, à l'exception d'une brève interruption pendant le confinement lié à la COVID-19. L'événement a repris en 2023 et aura lieu tous les deux ans, le prochain événement étant prévu pour 2025.

NOTES AFFÉRENTES

AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Fonds d'évaluation des membres d'affaires

Le fonds détient le produit des suppléments annuels aux cotisations perçues auprès des membres d'affaires de l'Association. Les fonds doivent servir à compenser les coûts de l'événement de soirée des membres d'affaires qui a lieu deux fois par année. Le président/coprésident du Comité des membres d'affaires approuve le déblocage des fonds qui est fonction du lieu où se tient l'événement.

Au cours de l'année, le conseil d'administration a approuvé un transfert de 46 897 \$ (2023 - 7 067 \$) du Fonds de cotisation des membres d'affaires vers l'actif net non affecté pour les coûts associés aux événements en soirée des membres d'affaires.

Fonds de défense des intérêts

Le conseil d'administration a approuvé l'établissement d'un fonds de défense des intérêts à la suite du transfert du programme VIP aux activités permanentes de défense des intérêts de l'Association. Le fonds comprend le produit des suppléments annuels de cotisation perçus auprès de tous les membres d'affaires et réseaux de transport collectif et il est grevé d'affectations internes ne servant qu'aux activités de défense des intérêts. Le budget annuel est préparé par le Comité des communications et des affaires publiques avec l'approbation du Comité exécutif. Les commentaires du comité régional du Québec servent à déterminer les recommandations relatives à la composante francophone.

ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATIONS EXTERNES

Fonds de défense des intérêts du Québec

Ce fonds a été constitué à même le produit net d'un atelier du Québec destiné aux élus tenu en 2000. Les paiements provenant du fonds relèvent du comité régional du Québec et sont destinés aux initiatives de défense des intérêts du Québec.

Fonds de relance sécuritaire

Ce fonds a été constitué en 2021, lorsque l'Association a lancé une campagne de défense des intérêts appelée « Relance sécuritaire ». Le fonds vise à sensibiliser les usagers aux protocoles de sécurité entourant la COVID19 et le réseau de transport collectif.

Services rendus

Chaque année les bénévoles consacrent un nombre important d'heures pour aider l'Association à mener ses activités. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur de ces heures de travail les services rendus ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent les montants déposés auprès d'institutions financières et les fonds du marché monétaire qui sont facilement convertibles en espèces.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. Les apports en immobilisations le cas échéant sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'apport moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé pendant toute la durée de vie utile estimative de l'actif comme suit

Matériel informatique	Méthode de l'allocation décroissante sur trois ans
Mobilier et accessoires	Méthode de l'allocation décroissante sur cinq ans
Améliorations locatives	échelonnées pendant la durée du bail

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organisations à but non lucratif exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui affectent les montants présentés des actifs et des passifs à la date des états financiers, ainsi que le montant déclaré des revenus et des dépenses au cours de la période de référence. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction à mesure que des informations supplémentaires sont disponibles à l'avenir.

NOTES AFFÉRENTES

AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de leur acquisition ou de leur émission. Au cours des périodes subéquentes les instruments financiers sont déclarés au coût ou au coût amorti moins la perte de valeur le cas échéant. Les actifs financiers font l'objet d'un examen de la perte de valeur lorsque des changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient perdre une partie de leur valeur. Les coûts des opérations liés à l'acquisition à la vente ou à l'émission d'instruments financiers sont imputés à l'instrument financier dans le cas de ceux évalués au coût amorti.

2. PLACEMENTS À COURT TERME – AFFECTÉS

Les placements se résument comme suit :

	2024	2023
Investissements restreints		
CPG flexible CIBC 1,95 % venant à échéance le 24 fevrier 2024	76 109	\$ - \$
CPG flexible CIBC 2,75 % venant à échéance le 14 juin 2024	-	74 686
CPG flexible CIBC 2,75 % venant à échéance le 30 août 2024	-	11 256
CPG flexible CIBC taux d'intérêt préférentiel moins 3,3 % venant à échéance le 21 mars 2024	-	11 021
	76 109	\$ 97 233
Investissements non restreints		
CPG variable CIBC, taux préférentiel moins 2,95 %, arrivant à échéance le 21 mars 2025	9 281	\$ - \$
Certificat de placement A de Hypothèques CIBC Inc., 5,2 %, arrivant à échéance le 21 mars 2025	100 000	-
CPG variable CIBC, taux préférentiel moins 2,2 %, arrivant à échéance le 24 mars 2025	204 112	-
CPG flexible CIBC, 2,75 %, arrivant à échéance le 2 septembre 2025	11 843	-
CPG encaissable indexé sur le taux préférentiel RBC, taux préférentiel moins 2,45 %, arrivant à échéance le 3 octobre 2025	70 000	-
CPG remboursable RBC, 3,26 %, arrivant à échéance le 10 décembre 2025	300 000	-
CPG remboursable RBC, 3,21 %, arrivant à échéance le 8 juin 2026	300 000	-
CPG remboursable RBC, 3,21 %, arrivant à échéance le 9 juin 2026	450 000	-
CPG variable CIBC CPG, 4,75 %, arrivant à échéance le 16 octobre 2024	-	600 000
CPG non remboursable CIBC, 5,85 %, arrivant à échéance le 16 octobre 2024	-	300 000
CPG encaissable CIBC, 4,90 %, arrivant à échéance le 4 novembre 2024	-	400 000
	1 521 345	\$ 1,397,233

Les intérêts cumulés sur les CPG au cours de l'exercice se chiffrent à 87 699 \$ (2023 - 58 057 \$).

La politique de placement de l'Association stipule que les placements sont limités aux instruments garantis par le gouvernement fédéral les gouvernements provinciaux ou la Société d'assurance-dépôts du Canada. La durée des placements ne doit pas dépasser 36 mois et au moins 25 % des fonds investis doivent être accessibles dans un délai de trois mois.

NOTES AFFÉRENTES

AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. IMMOBILISATIONS

	2024		2023	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Matériel informatique	405 269 \$	393 143 \$	399 311 \$	388 270 \$
Mobilier et accessoires	61 179	61 179	61 179	61 179
Améliorations locatives	298 368	298 368	298 368	278 837
	764 816 \$	752 690 \$	758 858 \$	728 286 \$
Valeur comptable nette		12 126 \$		30 572 \$

4. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent le financement reçu moins les coûts engagés à ce jour pour les programmes qui n'étaient pas terminés le 31 décembre 2024 ainsi que les frais d'adhésion de formation et d'inscription et les autres revenus reçus à l'avance.

Les revenus reportés comprennent les éléments suivants :

	2024	2023
	\$	\$
Frais d'adhésion	12 221 \$	102 829 \$
Avantage incitatif relatif à un bail	6 503	22 110
	18 724 \$	124 939 \$

5. ENGAGEMENTS

L'Association doit assumer un montant minimal en locations dans le cadre d'un bail à long terme pour ses locaux de Toronto qui expire le 31 mai 2026 et pour ses locaux d'Ottawa qui expire le 30 septembre 2025.

Les paiements minimaux futurs versés en vertu des contrats de location-exploitation y compris les frais d'entretien estimatifs sont les suivants pour les cinq prochains exercices

2025	182 712	\$
2026	41 630	
	224 342	\$

L'Association doit également assumer sa part des charges d'exploitation et des taxes foncières qui sont estimées à 133 295 \$ (2023 - 126 967 \$ dollars par année).

NOTES AFFÉRENTES

AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCISE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier ne sera pas en mesure d'honorer une obligation et fera subir une perte financière à l'autre partie. L'Association est exposée à un risque de crédit découlant de la possibilité qu'un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations financières. Les instruments financiers de l'Association qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit sont principalement rattachés à ses comptes débiteurs. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

L'Association est également exposée au risque de crédit découlant du fait que tous ses comptes bancaires et placements à court terme sont détenus auprès de deux institutions financières (une en 2023) et que les dépôts ne sont assurés qu'à hauteur de 100 000 \$ dans chacune d'elles.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Association éprouve des difficultés à honorer ses obligations liées à son passif financier. Le risque de liquidité comprend le risque que en raison des besoins de liquidités d'exploitation l'Association ne dispose pas de fonds suffisants pour régler une opération à une date d'échéance qu'elle soit obligée de vendre des actifs financiers à une valeur inférieure à leur valeur ou qu'elle soit incapable de régler ou de recouvrer des actifs financiers. Le risque de liquidité découle des comptes créditeurs des charges à payer et des engagements de l'Association. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt sur les marchés. L'Association est exposée à ce risque en raison de ses placements portant intérêt. L'Association gère le risque de taux d'intérêt en constituant un portefeuille de placements à rendement fixe dont l'échéance et les taux d'intérêt varient. Ce risque n'a pas changé par rapport à l'exercice précédent.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. L'Association est exposée au risque de change en ce qui concerne les achats de devises.

L'Association a conclu les transactions suivantes en dollars américains, qui ont été converties en dollars canadiens comme indiqué ci-dessous :

	2024	2023
Comptes débiteurs	22 500 \$	148 544 \$

Ce risque est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent.

MERCI À NOS COMMANDITAIRES 2024

PARTENAIRE COMMERCIAL

NOVABUS



HALIFAX
TRANSIT

PLATINE



spare

OR

3Degrees.™

AECOM

SCHEIDT&BACHMANN The logo for Scheidt & Bachmann, featuring the company name in a bold, sans-serif font with a stylized 'S&B' monogram inside a triangle.

LAMAR

ARCADIS

Schneider
The logo for Schneider Electric, featuring the company name in a bold, sans-serif font with a stylized 'S' monogram inside a circle.

ARGENT

AEREUS
TECHNOLOGIES

HDR

Uber

ERICSSON The logo for Ericsson, featuring the company name in a bold, sans-serif font with a stylized 'E' monogram consisting of three vertical bars.

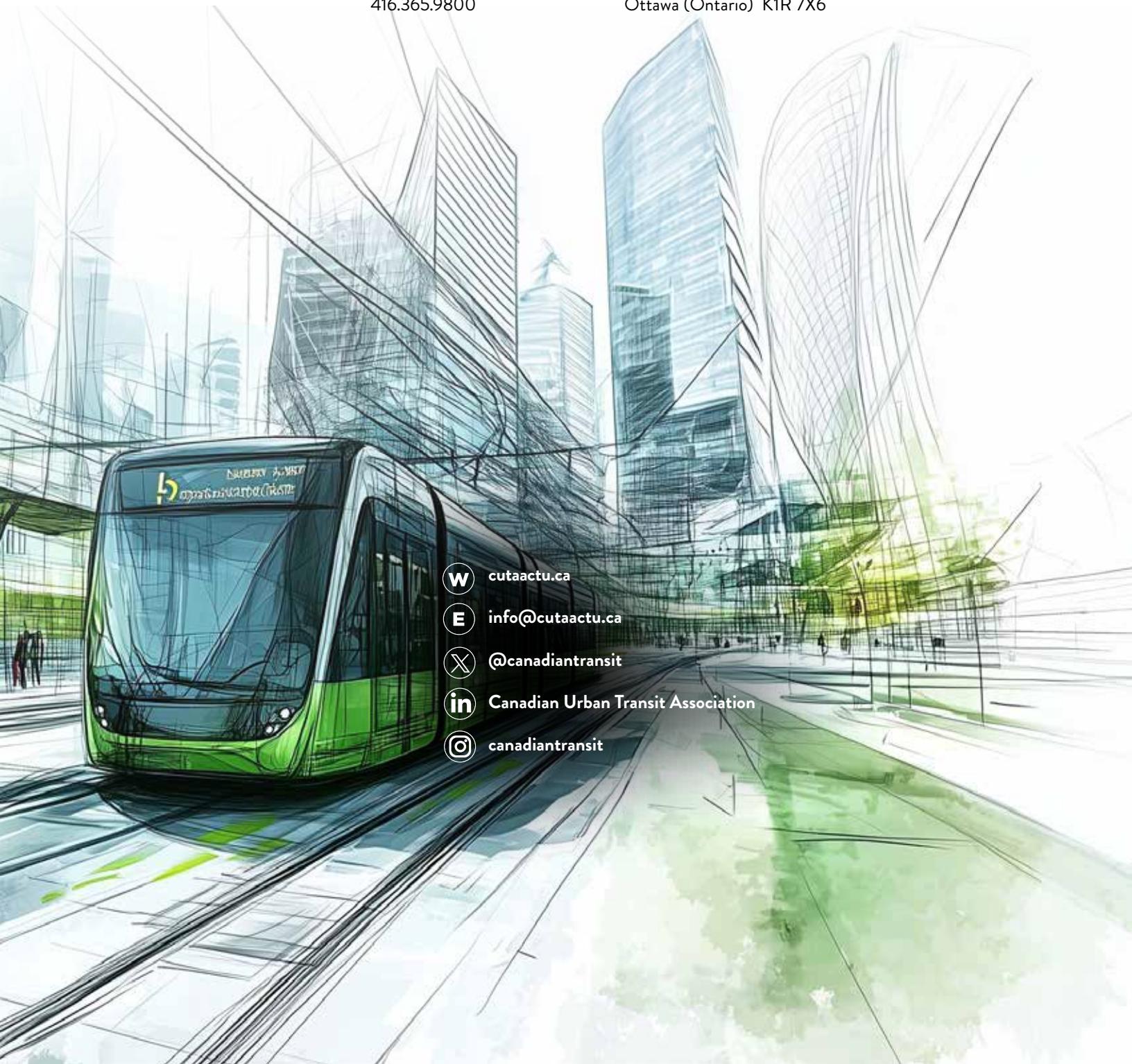


Siège social

55 rue York bureau 1401
Toronto (Ontario) M5J 1R7
416.365.9800

Bureau d'Ottawa

440 avenue Laurier Ouest
bureau 200
Ottawa (Ontario) K1R 7X6



W cutaactu.ca

E info@cutaactu.ca

X [@canadiantransit](https://twitter.com/canadiantransit)

in Canadian Urban Transit Association

o [canadiantransit.ca](https://www.canadiantransit.ca)